



Berlin de moins en moins tendre avec Pékin

L'Allemagne s'aligne enfin avec la France au sujet du déséquilibre commercial. Une évolution profonde outre-Rhin **Page 6**

L'Allemagne a rejoint la France dans sa volonté de muscler la politique européenne contre le géant asiatique. Un profond changement de doctrine outre-Rhin

Commerce Europe-Chine: la bascule de Friedrich Merz face à Pékin

Virage

Le chancelier allemand a cosigné avec Emmanuel Macron un courrier appelant la Commission européenne à développer de nouveaux outils de défense commerciale. **Cette initiative franco-allemande s'inscrit dans le cadre des négociations qui ont lieu en ce moment entre l'Union européenne et la Chine.**

Simon Carraud (à Bruxelles)

LES INITIATIVES franco-allemandes sont devenues suffisamment rares pour être soulignées. Singulièrement dans le domaine du commerce international, qui n'a jamais été un sujet de consensus naturel entre Paris et Berlin. C'est dire la portée du courrier conjoint qu'ont signé Emmanuel Macron et Friedrich Merz appelant Ursula von der Leyen, et à travers elle toute l'Europe, à muscler sa politique commerciale vis-à-vis de la Chine. La deuxième puissance économique de la planète n'est jamais mentionnée dans cette lettre de deux pages que les deux pays ont fait circuler lundi, pas plus que dans une note plus détaillée que l'Opinion a consultée. Mais il ne fait aucun doute pour personne que c'est bien elle qui est visée. « Un choc industriel majeur touche des secteurs qui sont au cœur du modèle industriel européen », est-il écrit dans cette note, qui cite entre autres l'industrie pharmaceutique, l'aérospatial, l'au-

tomobile, les machines-outils et la chimie.

Timing. Pour y répondre, Emmanuel Macron et Friedrich Merz proposent de traiter les deux volets de ce déséquilibre, à savoir les immenses excédents de production chinois qui se déversent sur les marchés internationaux et d'autre part les dépendances croissantes de l'économie européenne aux importations de matières premières critiques notamment. Les deux dirigeants plaident pour la création d'un nouvel outil inspiré de la « section 301 » américaine, qui permettrait à l'Union européenne, avec le soutien d'une majorité de gouvernements nationaux, de fermer son marché intérieur. « Le signal technique est modeste, il n'y a rien de bien nouveau là-dedans, mais c'est un signal politique fort et bienvenu », analyse Pascal Lamy, ex-patron de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et ex-commissaire



européen au Commerce.

Le timing n'est pas anodin. La Commission européenne mène en effet des négociations avec Pékin dans l'espoir de rétablir au moins partiellement une forme d'équilibre. Le commissaire au Commerce, Maros Sefcovic, est attendu jeudi et vendredi en Chine, où il doit rencontrer son homologue, Wang Wentao, pour tirer un premier bilan de ces tractations, avant une discussion entre chefs d'Etat et de gouvernement européens, à Bruxelles, les 15 et 16 octobre. La plupart des observateurs s'attendent à de premiers gestes de la Chine mais certainement pas à un grand aggiornamento de sa politique commerciale.

C'est dans ce contexte qu'il faut lire le courrier Macron-Merz. Pour la France, perçue à Pékin comme le fer de lance de l'offensive européenne, le contenu de ce texte n'a rien de surprenant. « C'est une convergence qui est beaucoup plus le fait d'une évolution allemande que française », relève Shahin Vallée, du Conseil allemand pour les relations étrangères, un think tank installé à Berlin.

Pour l'Allemagne, qui a longtemps vu le débouché commercial chinois comme une merveilleuse aubaine, c'est un profond changement de doctrine. L'explication tient au vacillement de son modèle économique. « Les travaux de recherche attribuent en grande partie la chute de l'emploi en Allemagne à la concurrence chinoise », souligne Esther Goreichy, du think tank Merics, basé lui aussi à Berlin. Friedrich Merz donnait déjà, depuis sa prise de poste en mai 2025, des signes d'exaspération. Mais le consensus n'est venu que tardivement au sein de son gouvernement de coalition et dans les milieux économiques. En février, le secteur des machines-outils a commencé à réclamer des mesures contre les pratiques chinoises. D'abord récalcitrant, le puissant secteur automobile a fini par suivre. « Le moment de bascule, si on cherche un moment précis, c'est cet été quand le patron de Volkswagen [NDLR: Oliver Blume] a dit : "Je veux des mesures contre les voitures chinoises" », relate Pascal Lamy.

Test. Friedrich Merz et Emmanuel

Macron sont désormais alignés, de même qu'Ursula von der Leyen, qui défendait déjà une approche offensive. Le centre de gravité européen devrait donc basculer pour de bon, même si la Hongrie ou l'Espagne plaident toujours pour une réponse plus précautionneuse. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. D'abord parce que les armes commerciales ne sont utiles que si on les utilise - ou à tout le moins si on les brandit avec suffisamment de crédibilité dans le cadre d'une négociation. Or, les Européens se sont jusqu'à présent bien gardés de dégaîner le principal outil dont ils disposent déjà, l'instrument anti-coercition, qu'on présente parfois hâtivement comme l'équivalent dans le domaine commercial de l'arme nucléaire.

Le véritable test viendra lorsque la Chine décidera de lancer des mesures de riposte, un scénario auquel la plupart des Européens s'attendent. Pékin a opportunément envoyé un premier avertissement en annonçant, le 3 octobre, l'ouverture d'une enquête antidumping portant sur les importations européennes d'un composé chimique entrant dans la composition de colorants, de pesticides et de produits pharmaceutiques. Les autorités chinoises n'ont pas donné davantage de précisions mais, selon nos informations, des entreprises françaises pourraient être visées. La chimie est aussi un bastion de l'industrie allemande. Quand le rapport de force se tendra encore, les Vingt-Sept seront-ils si soudés qu'ils l'espèrent ? « L'unité européenne se consolide mais elle n'a pas encore été testée », résume un diplomate européen.

@SimonCrrd ☒

*« Les travaux
de recherche attribuent
en grande partie
la chute de l'emploi
en Allemagne
à la concurrence
chinoise »*





Emmanuel Macron et Friedrich Merz
- ici le 13 juillet dernier, à Paris - plaident
pour la création d'un outil inspiré de la
« section 301 » américaine, qui permettrait
à l'UE de fermer son marché intérieur.